

21 juillet 57

Les pourparlers d'armistice de Kaesong suivent leur cours ; les discussions d'Harriman à Téhéran passent, à leur tour, par des phases d'optimisme et de pessimisme. Nul doute cependant que dans les deux cas l'accord ne soit finalement acquis. Mais l'intérêt est ailleurs ; d'abord l'évolution de la politique soviétique, ensuite le développement du plan stratégique américain qui se concentre en ce moment sur l'Espagne.

Renversement de la politique soviétique.

Dans le cas des Russes, il n'est pas douteux que nous assistons à un renversement de tactique auquel la politique soviétique nous a d'ailleurs accoutumés. N'ayant pu diviser les Alliés par la menace, ils vont essayer de l'apaisement. Les indices abondent : les déclarations optimistes de Malik sur l'issue de la guerre en Corée : « Je suis sûr, a-t-il dit, que la paix est en vue », la reprise des contacts entre commandants à Berlin, la publication, à Moscou, d'une nouvelle revue en langue anglaise : « News » destinée, disent-ils, à établir une meilleure compréhension entre les deux mondes, le silence de Moscou sur le conflit des pétroles persans.

Le Kremlin tire la leçon de ses échecs. Echec militaire en Corée, échec de la guerre froide qui n'a fait qu'accélérer l'effort militaire des Etats-Unis et resserrer l'alliance atlantique. L'U.R.S.S. sent qu'il s'agit à présent de conserver les positions acquises et d'obtenir la pause pour les consolider. Il y a à cela des raisons profondes.

Situation intérieure en U.R.S.S.

Tous les rapports confirment les difficultés croissantes de l'économie soviétique. Non seulement le plan quinquennal qui s'achève n'a pas donné les résultats attendus, mais pour la première fois on n'entend pas parler du nouveau plan, qui devrait lui succéder. Nous avons souligné à maintes reprises l'importance de cet échec maintenant apparent et à demi avoué. L'U.R.S.S. n'a pas les ressources suffisantes pour soutenir à la fois l'effort d'armement, qu'il faut constamment renouveler, car les engins de la guerre se démodent vite et le développement de l'outillage civil et de la reconstruction.

Ce qui pèse le plus dans la balance morale, c'est l'impuissance de l'économie soviétique à assurer une vie décente à la population. Le travail aux pièces baptisé stakanovisme, loin de stimuler l'ouvrier le déprime ; le manoeuvre est plus mal logé et son pouvoir d'achat est moindre qu'au temps des Tsars. Le travail forcé des concentrationnaires rend de plus en plus faiblement. Le mécontentement grandit. Un trait donne une idée du dénuement de la population soviétique. Un voyageur, par un beau

dimanche de mai dernier, parcourant sur 80 kilomètres une des routes qui mènent de Moscou vers la campagne, n'a croisé que quatre bicyclettes et une moto, celle de la police. Quant aux automobiles comme il n'y a ni poste d'essence, ni ateliers de réparations, on n'en voit que rarement hors des villes ; une panne est sans remède. Les trains roulent sur des voies sans ballast ; le plus rapide ne dépasse pas cinquante à l'heure. Ces détails intéressent plus qu'on ne pense la politique internationale.

Sur le plan matériel, l'échec aussi patent d'un système s'accompagne du déclin de son prestige déjà manifeste. Sur le plan social il aura et a déjà dans le monde libre des conséquences très étendues.

Bases en Espagne.

Il y a longtemps que nous avons signalé ici les projets des Etats-Unis en Espagne. L'affaire a été menée dans le secret tant que le travaillisme était fort en Angleterre et les partis de gauche au pouvoir en France. Maintenant, de plus, le temps presse, car les Etats-Unis ont besoin de bases rapprochées pour leurs bombardiers à réaction, dont le rayon d'action est trop faible pour qu'ils s'envolent des Etats-Unis et les anciennes forteresses volantes ont été jugées trop vulnérables en Corée.

Londres et Paris ont émis contre l'admission de l'Espagne dans la défense atlantique des objections de pure forme pour des raisons de politique intérieure. En fait, l'Espagne ne sera pas incluse dans le pacte atlantique, mais l'amiral Sherman qui s'entretient en ce moment avec Franco prépare un accord bilatéral entre l'Espagne et les Etats-Unis qui jouera exactement le même rôle. Sous la pression de l'opinion espagnole très agitée en ce moment, Franco devra jeter du lest pour obtenir des crédits américains. Un remaniement ministériel est imminent.

Le congrès de Milan.

On n'a pas prêté assez d'attention au Congrès — qui vient de se tenir à Milan — de l'Union des Syndicats libres, fédération mondiale des organisations ouvrières opposées au communisme. Il est du plus haut intérêt pour l'étude de l'évolution des problèmes sociaux qui commandent l'avenir des nations.

La controverse essentielle a porté sur les futures relations du travail et de la direction des entreprises. Deux tendances s'opposent : l'une européenne qui se cristallise autour de l'organisation qui a fait en Allemagne récemment l'objet d'une loi la « Mitbestimmung » c'est à dire la participation des ouvriers à la direction des entreprises et par voie de conséquence, la responsabilité des travailleurs tenus d'en assurer leur prospérité. Le travail et sa rémunération serait fonction des résultats

économiques. L'ouvrier aurait à subir la mauvaise comme la bonne fortune de son affaire.

Les Américains sont de tendance opposées. L'ouvrier loue son travail aux conditions générales du marché et n'a pas à se soucier des résultats. Si on le fait, comme il est courant aux Etats-Unis, bénéficier des profits, il s'en félicite mais si l'entreprise est en faillite, cela ne le regarde pas. Il touchera son salaire et s'embauchera ailleurs. Les Américains tiennent à une séparation rigoureuse du « managerman » et de la main-d'œuvre. La co-gestion ne l'intéresse pas.

Autre détail, il n'a pas été question de lutte de classes et lorsque M. Jouhaux a parlé de nationalisations on a pu constater parmi les délégués que la formule ne provoquait pas l'enthousiasme. Les piètres résultats de celle-ci en Angleterre et en France l'ont discréditée. On a remarqué surtout que les nationalisations avaient eu pour effet de freiner la hausse des salaires en général parce que l'Etat, payeur en difficulté, et patron peu efficace, était obligé de mal rémunérer ses services et que le patronat s'abritait derrière les salaires de l'Etat qui servaient de base. L'Etat freine aussi le développement de l'économie et du bien être général.

Le capitalisme d'Etat, que le communisme a porté à sa perfection et qui a plus ou moins grignoté le secteur privé en Europe est lui aussi condamné. A la lumière des faits, les vieilles formules sur lesquelles vivent encore les partis politiques européens perdent, peu à peu de leurs sens.

Nous l'avions vu déjà au congrès socialiste de Francfort. Cette évolution des rapports humains est pleine de promesses, les slogans et les passions cèdent devant l'enseignement des statistiques. On cherche le type d'organisation qui assurera l'élevation la plus rapide du niveau de vie et la meilleure répartition du revenu global au lieu de se battre sur des abstractions.